# L'EDUCATION: UNE IDEE NEUVE POUR UN AVENIR RESPONSABLE

*Jean-Claude GUERIN*

**Ou de l'importance de la signification des mots pour une politique éducative cohérente.**

Pour que l'éducation partagée et l'égalité dans l'éducation, ne relèvent pas du slogan ou de l'incantation sans lendemain, elles sont indissociables de la mise en oeuvre de l'éducation tout au long de la vie. Au travers de l'usage des mots et des formules, ce sont des pratiques politiques qui sont en jeu et une participation effective des citoyens à leur avenir.

L'éducation est demeurée réduite d'une part à un système scolaire, baptisé d'ailleurs Education nationale et d'autre part à la famille en se calquant d'ailleurs sur les stratifications sociales et culturelle. Que ce système ait correspondu au double mythe de l'école libératrice et du progrès positiviste d'un côté et ait permis le filtrage et l'ascension des méritants pour renouveler les cadres et enrichir les élites (au sens d'en augmenter le nombre) est indéniable. Mais sous l'effet des évolutions et des mutations sociales et culturelle, des changements structurels qui affectent les familles, de l'action des œuvres éducatives qui encadrent la jeunesse comme des aspirations à plus d'égalité le champ de l'éducation s'est élargi tout en restant dans le sillage de l'Ecole.

Le temps de vie hors l'école a pris de plus en plus d'importance autant pour les enfants et jeunes que pour les adultes et les inégalités d'accès aux loisirs comme aux compléments se sont renforcées.
Certes nous savons que la liberté passe par le savoir (école libératrice) mais la responsabilité et la maîtrise passent par l'émancipation… **Les politiques éducatives, dans tous leurs aspects, doivent viser l'autonomie et la maîtrise de soi, à l'émancipation.**

***Six impératifs politiques sur les chemins de l'éducation partagée***

**1 - Porter une attention vigilante aux mots et expressions**
Continuer de parler de péri – para -extra ou post scolaire, c'est demeurer dans une approche scolaro-centrée, alors que l'école n'est plus le seul lieu d'apprentissage et qu'il est nécessaire de penser à tous les lieux où jeunes et adultes apprennent. Il devient urgent **de penser l'éducation en termes de temps (quand et quoi) et d'espace (où et avec qui)** à partir des trois types d'éducation formelle, informelle, non formelle. Et donc de resituer les diverses fonctions éducatives autant **dans le temps de vie quotidien** (social, loisir, professionnel, familial…) que **dans la durée** (tout au long de la vie).

**2 - Replacer l'éducation dans le cadre et les conditions de vie.**
**L'éducation** ne s'effectue pas « hors sol » mais bien **enracinée sur des territoires de vie** différents : ville ou campagne, banlieue ou quartier. L'éducation ne peut être vue indépendamment de l'aménagement de l'espace de vie (habitat, urbanisme, transport) et de l'organisation des temps sociaux, des activités et de leurs contenus.

Le partage des temps et lieux d'éducation ou d'apprentissages suppose que **l'espace éducatif soit concerté** entre tous les acteurs et les habitants, y compris les enfants et les jeunes sous des formes appropriées. L'aménagement de l'espace, pour que les lieux soient proches, accessibles et conviviaux, exige que l'ergonomie des différents lieux d'activités et de travail en soit réfléchie, pensée et adaptée à leur finalités.

**3- Favoriser la mobilité et les échanges inter générationnels**
Les systèmes normatifs propres aux différents espaces sont multiples et créent souvent des obstacles insurmontables (espaces fermés ou interdits) ou des contraintes mal comprises autant pour les jeunes que pour les adultes. **Aller vers une société du savoir c'est faciliter les mobilités, les rencontres, les échanges entre lieux et acteurs**. Du coup les normes doivent être clarifiées, simplifiées et mises en cohérence pour que les différents espaces-temps (sociaux, culturels, de travail, éducatifs… et autres) soient adaptés à un accueil permanent possible tout en définissant leurs fonctions et règles spécifiques.
L'intégration ou l'insertion dans un collectif social, culturel ou de travail ne se décrètent pas mais se vivent concrètement par l'échange et la participation. C'est à partir des pratiques dynamiques des processus de construction de la personne par la confrontation, que le sens concret de l'insertion sociale et de la solidarité du vivre ensemble se découvre.

**4 - Donner sens et réalité à une société du savoir**
Faire du savoir, et sa maîtrise, l'enjeu collectif et personnel de l'avenir proche en lui donnant toute son importance et en le définissant comme la qualification que chacun peut et doit atteindre. A condition de le considérer dans ses trois dimensions indissociables et mêlées de l'être, de l'agir et du penser. Il n'y a pas des savoirs parcellaires (savoir être ou savoir faire ou savoir apprendre ou savoir vivre etc.); il n'y a pas un savoir découpé en tranches ou en rondelles. Il y **un savoir de chaque personne qui se co-construit par l'apprentissage, les échanges, la confrontation et l'expérimentation au travers de relations quotidiennes dans des situations de vie et d'activités multiples et différenciées**. Une telle démarche reconnaît un égale dignité et légitimité aux savoirs divers : savants, d'expérience ou d'action, professionnels, scolaires, populaires…

**6 - Construire ou aménager des espaces de liberté, d'aventure ou d'expérimentation**
Pour les enfants et les jeunes de tels espaces doivent leur permettre **les prises de risques indispensables à leur conquête de l'autonomie et de la responsabilité**. La société adulte, quels qu'en soient les acteurs, doit retrouver sa responsabilité particulière d'éducatrice (et pour tout dire citoyenne) d'être « garante du cadre de l'expérience » enfantine et juvénile : information, conditions matérielles offertes, sûreté et vigilance

**6 - Reconnaître la place et la légitimité des cultures**
En perspective d'éducation tout au long de la vie, il ne peut y avoir de hiérarchie des savoirs justifiant des hiérarchies sociales. Le savoir savant, le savoir académique ont autant de valeur que le savoir d'action ou le savoir technique.
La validation des acquis professionnels ou sociaux est un premier pas pour reconnaître la place et la légitimité des savoirs populaires, d'expérience, pratiques aux côtés des savoirs scientifiques ou scolaires ou universitaires. Mais au delà, l'éducation partagée, impose de définir le **contenu d'une boîte à outils commune que tout jeune doit se constituer** (le socle de culture commune - connaissances, compétences, capacités et attitudes) et la manière de se l'approprier. Ce qui pose à l'évidence une nécessaire ré articulation des trois domaines d'éducation : formelle (l'école) informelle (activités à vocation éducative) non formelle (famille en premier lieu, loisirs..). Une **mise en question des formes** de l'éducation, et notamment de la forme scolaire traditionnelle (la classe, l'heure, l'enseignant) est indispensable dans le cadre d'une meilleure délimitation des fonctions que chacun assume dans cette répartition. Délimitation qui ne peut être rigide et où les barrières doivent être abaissables, franchissables, poreuses…. Surtout à l'heure du virtuel, d'internet et de la mondialisation.